



Une mobilisation pour défendre les droits des travailleuses et travailleurs de la fonction publique !

L'intersyndicale appelle à la mobilisation le 5 décembre 2024 pour que le ministre renonce :

- ↪ Aux 3 jours de carence dans la fonction publique ;
- ↪ À la diminution de l'indemnisation des jours d'arrêt maladie ;
- ↪ Au non-versement de la GIPA (Garantie individuelle du Pouvoir d'Achat).

Dans le même temps, nos organisations syndicales appellent les agent.es de la fonction publique, fonctionnaires et contractuels, à se mobiliser pour notamment :

- ↪ Des moyens budgétaires à la hauteur des missions des services et des politiques publiques ;
- ↪ Des créations d'emplois partout où c'est nécessaire et l'accès à l'emploi titulaire des agent-es contractuels ;
- ↪ L'augmentation de la valeur du point d'indice au titre de l'année 2024 et des années suivantes et des mesures salariales générales ;
- ↪ La refonte des grilles indiciaires ;
- ↪ L'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- ↪ L'abandon des orientations du projet de loi dit « GUERINI ».

Le gouvernement Barnier par la voix du ministre de la Fonction publique, Guillaume KASBARIAN, s'attaque frontalement aux agent-es du Service public. Quelles conséquences ?

Suppression de la GIPA

Un·e agent·e de la **catégorie C** en fin de grille pourrait **perdre entre 1000 et 1700€ / an.**

Un·e agent·e de la **catégorie B** en fin de grille pourrait **perdre jusqu'à 2500€ / an.**

Gel du point d'indice

Depuis 2000, les prix ont augmenté de plus de 50 %. Le point d'indice a augmenté de 15 %.

Selon les catégories, les agent-es ont perdu entre 500 et 1800€ par mois.

Les agent-es portent le service public à bout de bras, que ce soit à l'hôpital, dans la territoriale ou dans la fonction publique d'état. Ils et elles ont à cœur de fournir le meilleur service, mais le gouvernement les épingle pour « absentéisme », un abus de langage, quand il s'agit d'arrêts maladies.

3 Jours de carence, -10 % de rémunération et 2 journées de solidarité

Dorénavant, un arrêt maladie d'une semaine pourrait coûter entre 80 et 90€ à une AESH et 200€ ou plus à un enseignant, selon son grade et son ancienneté. A cela on rajoute une deuxième journée de solidarité pour tous les travailleurs de la fonction publique et du privé (7 heures supplémentaires en 2025 non rémunérées).

Egalité Femmes-Hommes ?

Statistiquement, les femmes sont plus souvent en arrêt maladie que les hommes. Ces chiffres varient en plus en fonction de l'âge et de la situation familiale. Les femmes sont aussi plus sujettes aux risques psychosociaux.

Ce seront encore une fois elles qui paieront le prix fort de la politique du gouvernement qui préfère prendre aux premières de cordées au lieu de s'attaquer aux grands revenus et au grand capital.

Retraité·es

Le gouvernement n'a pas renoncé au gel des pensions, mais a réussi à présenter comme un cadeau le fait de réduire de moitié la revalorisation attendue le 1^{er} janvier.

Rassemblement et manifestation

14H30 Place de la Vendée à LA ROCHE SUR YON

POUR LA JUSTICE SOCIALE !